

Concours : Concours de recrutement de magistrats du second gradeEpreuve : Droit pénal

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



Le groupe en droit pénal : quelles responsabilités ?

L'article 121-1 du code pénal dispose que nul n'est responsable pénalement que de son propre fait. Le principe de la responsabilité pénale personnelle a été consacré par le Conseil Constitutionnel dans sa décision du 14 octobre 2015 au fondement des articles 8 et 9 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789.

La responsabilité pénale consiste à pouvoir imputer une infraction à une personne afin de pouvoir ensuite lui appliquer une sanction. En effet, étymologiquement, le droit pénal est le droit de punir. Lorsque l'infraction fait intervenir plusieurs personnes, elle est communément appelée infraction de groupe. Le groupe fait également référence aux personnes morales, dont la responsabilité pénale a été admise depuis le code pénal entré en vigueur en 1994.

Alors que le droit civil admet la responsabilité du fait d'autrui, le droit pénal l'interdit. En effet, les objectifs de ces matières diffèrent. Le droit civil n'est plus fondé sur la faute mais sur la réparation d'un préjudice. Au contraire, le droit pénal vient protéger l'ordre public en incriminant des comportements et en assurant leur répression. Les infractions sont graduées en fonction du trouble commis à l'ordre public. Ainsi, b

pluralité d'agents, auteurs ou complices, a toujours été réprimée plus sévèrement. En effet, la présence de plusieurs individus peut constituer un obstacle à la fuite de la victime ou à l'intervention d'autrui. En outre, l'auteur peut être incité et soutenu moralement par des individus. Le principe de responsabilité personnelle pose également la question de la responsabilité des personnes morales, et de son éventuel cumul avec la responsabilité pénale des membres qui la composent.

Ainsi, il convient de s'interroger : Confronté à un groupe, le droit pénal permet-il d'assurer un juste équilibre entre d'une part la protection de l'ordre public qui commande d'adapter la répression à l'existence d'un groupe et d'autre part la protection des libertés qui nécessite de respecter le principe de personnalité de la responsabilité pénale ?

Pour répondre à cette question, il convient d'envisager dans un premier temps comment le droit pénal sanctionne les membres d'un groupe, et dans un second temps la responsabilité pénale du groupe.

II. Une responsabilité personnelle adaptée des membres d'un groupe.

En présence d'infractions commises en groupe, la responsabilité des membres sera en principe personnelle (A) et adaptée au mode de participation (B).

A. le principe de responsabilité pénale personnelle des membres du groupe

1. le principe

L'article 121-1 du code pénal dispose que nul n'est

pénale est responsable que de son propre fait. Lorsqu'une infraction fait intervenir plusieurs personnes, le droit pénal opère une distinction entre l'auteur (et le coauteur) et le complice.

Selon l'article 121-4 du code pénal, l'auteur est celui qui commet ou qui tente de commettre l'infraction. Il devra alors réunir tous les éléments constitutifs de l'infraction (légal, matériel, moral).

L'article 121-7 du code pénal définit plusieurs types de complicité. Le complice peut être celui qui aide ou assiste l'auteur de l'infraction principale, celui qui la facilite, celui qui la provoque ou encore celui qui fournit des instructions pour la commettre.

Il ne commet donc pas l'infraction principale, qui est une condition préalable de sa responsabilité. Il doit la faciliter ou la provoquer.

Alors que pendant longtemps le complice était puni comme l'auteur et empruntait donc sa personnalité, le code pénal actuel a préféré l'emprunt de criminalité. Cela signifie que le complice encourt les peines prévues par l'infraction principale comme s'il l'avait lui-même commise. Le rôle du complice pourra cependant être pris en compte par le juge au moment de la détermination de la peine. La distinction entre coauteur et complice avait alors peu de conséquences et la Cour de Cassation ne cassait pas les décisions des juges du fond s'étant trompés de qualification sur le fondement de la peine justifiée (Crim 7 mars 1972).

Cependant, la loi du 10 juillet 2000 a prévu en matière d'infractions non intentionnelles une distinction entre l'auteur direct et celui indirect.

En effet, alors que le premier verra sa responsabilité pénale engagée par une faute simple, le second devra avoir commis une faute qualifiée consistant soit en une violation manifestement délibérée d'une obligation particulière de prudence ou de sécurité prévue par la loi ou le ré-

glement, soit en une faute caractérisée et qui exposait autrui à un risque d'une particulière gravité que l'individu ne pouvait ignorer (article 121.3 du Code pénal).

Ainsi, pour qu'un membre d'un groupe puisse être pénalement responsable, il devra avoir commis ou tenté de commettre l'infraction ou il devra l'avoir facilitée ou provoquée. Les juges du fond devront indiquer le rôle exact joué par chacun dans leur décision. Toutefois cela n'est pas toujours possible.

2. L'exception

En matière d'infraction de groupe, il n'est pas toujours facile de déterminer exactement le rôle de chacun des participants. Il serait pourtant choquant de relaxer des individus qui ont causé des dommages. La jurisprudence a développé des exceptions au principe de responsabilité personnelle dans deux cas.

D'abord, elle s'est fondée sur la théorie de la coaction ou de la complicité corespective pour déclarer pénalement responsables les membres d'un groupe ayant participé à une infraction intentionnelle.

Ainsi, la Chambre Criminelle affirme dans son arrêt du 13 juin 1972, qu'en cas de violences volontaires commises par plusieurs prévenus au cours d'une scène unique de violences, l'infraction peut être appréciée dans son ensemble sans qu'il soit nécessaire pour les juges du fond de préciser la nature des coups portés par chacun des prévenus à chacune des victimes.

En outre, la Chambre Criminelle a permis également de condamner des individus ayant commis une infraction non-intentionnelle sans déterminer exactement le rôle de chacun. Il s'agit de la

Concours : Concours de recrutement de magistrats du 2nd gradeEpreuve : Droit pénal

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



jurisprudence dite de la commune infirmité : deux prévenus qui ont participé ensemble à une action essentiellement dangereuse et créé par leur commune infirmité un risque grave dont un tiers a été victime alors même qu'il n'est pas possible de déterminer l'incidence directe sur ladite victime des actes accomplis par chacun de ces prévenus, ont commis une faute (Crim 14 décembre 1967). Ces jurisprudences s'expliquent par le fait que les peines encourues par le complice et l'auteur sont les mêmes. Le doyen Carbonnier disait à ce propos qu'il étaient coulés dans le même sac. Depuis la loi du 10 juillet 2000, il faudra cependant bien qualifier le mode de participation en matière d'infraction non intentionnelle afin de permettre au coauteur indirect de bénéficier d'une responsabilité limitée à une faute qualifiée. Le complice ne bénéficie pas de cette distinction.

B. Une responsabilité pénale adaptée des membres du groupe

Le législateur réprime spécialement les infractions de groupe, elles sont incriminées plus précocement dans le chemin criminel (1) et plus sévèrement (2).

1. Une responsabilité plus précoce

N°

5/12

Selon les politiques pénales, la répression s'effectue plus ou moins tôt dans l'ité criminelle, le chemin criminel. Alors qu'il est communément admis que nul ne peut se voir sanctionné pour une simple pensée criminelle, la question de l'incrimination des actes préparatoires se pose. L'émergence et la multiplication des infractions terroristes a conduit le législateur à incriminer la participation à un groupe. Cependant, le principe de nécessité et de proportionnalité commande de ne réserver ces incriminations qu'aux situations troublant ou pouvant troubler gravement l'ordre public.

Ainsi, l'article 150-1 du code pénal définit l'association de malfaiteurs comme tout groupement formé ou entente établie en vue de la préparation, caractérisée par un ou plusieurs faits matériels, d'un ou plusieurs crimes ou d'un ou plusieurs délits punis d'au moins 5 ans d'emprisonnement. La participation à l'association de malfaiteurs est punie des peines prévues par l'infraction préparée alors qu'elle n'a pas besoin d'être commise. De même, l'article 222-14-2 du code pénal incrimine le fait de participer sciemment à un groupement, même formé de façon temporaire, en vue de la préparation, caractérisée par un ou plusieurs faits matériels, de violences volontaires contre les personnes ou de destruction ou dégradations de biens.

Les membres du groupe versent leur responsabilité engagée dès lors que les actes préparatoires sont caractérisés par des faits matériels, comme l'achat d'armes par exemple. Ceci ne remet donc pas en cause le principe de responsabilité personnelle dès lors que le membre aura commis sciemment, intentionnellement, des actes matériels incriminés. En effet, pour être déclaré coupable il faut réunir 3 éléments : légal (un texte), matériel (acte positif ou non) et moral (intention ou non selon les textes)

2. Une responsabilité plus sévère

le législateur a érigé la pluralité d'individu en circonstance aggravante.

Selon l'article 132-71 du code pénal, la bande organisée constitue tout groupement formé ou toute entente établie en vue de la perpétration caractérisée par un ou plusieurs fait matériels, d'un ou de plusieurs infractions.

la jurisprudence distingue la bande organisée de l'association de malfaiteurs. En effet, l'association de malfaiteurs suppose la préméditation des infractions, une organisation structurée et qui existe depuis un certain temps (Crim 8 juillet 2015).

la réunion n'est pas définie de façon générale par le code pénal mais à l'occasion de chaque infraction. Elle consiste désormais non plus en la participation de plusieurs auteurs à la commission d'une infraction mais en la participation de plusieurs personnes agissant en qualité d'auteur ou de complice.

L'individu qui aura participé en tant qu'auteur ou complice à un vol encourt des peines différentes selon les cas. Ainsi, alors qu'en cas de vol simple il est encouru 3 ans d'emprisonnement (article 311-3 du code pénal), la circonstance de la réunion porte la peine à 5 ans d'emprisonnement (article 311-4 du code pénal). Si les faits ont été commis en bande organisée, ils deviendront criminels puisqu'une peine de 15 ans de réclusion criminelle sera encourue (article 311-9 du code pénal).

la responsabilité pénale des membres d'un groupe est donc adaptée afin d'assurer la protection de l'ordre public, les infractions de groupe étant jugées plus dangereuses. Elle n'est pas sans exclure celle du groupe quand cela est possible.

II. la responsabilité pénale du groupe

le groupe pourra être responsable pénalement s'il possède la personnalité juridique (A) et cette responsabilité pourra se cumuler avec celle des membres du groupe (B).

A. la responsabilité pénale limitée aux groupes ayant la personnalité morale.

1. l'exclusion de la responsabilité pénale du groupement sans personnalité juridique

L'article 121-2 du code pénal dispose que les personnes morales, à l'exclusion de l'Etat, sont responsables pénalement des infractions commises pour leur compte, par leurs organes ou représentants. Le groupe qui n'a pas la personnalité juridique ne peut donc être pénalement responsable.

La responsabilité des personnes morales est une des innovations du code pénal entré en vigueur en 1994. Elle est exclue pour l'Etat.

Les personnes morales en formation n'ont pas encore acquis la personnalité juridique, elle ne peuvent pas se voir déclarées responsables pénalement. Il faudra alors rechercher la responsabilité pénale des membres ayant participé à l'infraction.

De même, si une infraction a été commise par une personne morale qui est fusionnée ou absorbée par une autre, elle perd sa personnalité juridique et la société nouvellement créée ou absorbante ne pourra être déclarée pénalement responsable (Crim 20 juin 2000).

Enfin, le conseil municipal ne pourra pas être déclaré pénalement responsable en raison d'une délibération qui contrevient à une dispo

Concours : Concours de recrutement de magistrats du second grade
 Epreuve : Droit pénal

CONSIGNES

- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feuille officielle, la zone d'identification en MAJUSCULES.
- Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
- Numéroté chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) et placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre.
- Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
- N'effectuer aucun collage ou découpage de la feuille officielle. Ne joindre aucun brouillon.



sition pénale. la responsabilité des membres ayant pris part au vote ne pourra pas non plus être engagée sur le plan pénal puisque c'est la délibération qui est l'exemple discriminatoire et entrant la loi (Crim 11 mai 1999).

2. L'adéquation de la responsabilité pénale des personnes morales.

La personne morale n'étant pas une personne, il peut paraître difficile de lui reprocher des actes matériels et surtout une intention criminelle. Cependant, le législateur a consacré le principe de la responsabilité pénale des personnes morales. La Cour de Cassation a affirmé que ce principe ne contrevient pas au principe de légalité des délits et des peines et ne comportait aucune dérogation injustifiée au principe d'égalité devant la loi (CPC 27 avril 2011). En effet, la responsabilité pénale des personnes morales ne sera établie qu'en cas d'infractions commises pour leur compte par leurs organes ou représentants (article 121-2 du code pénal).

L'infraction sera commise pour le compte de la personne morale lorsqu'elle lui aura été d'un intérêt économique notamment. Ainsi par exemple de l'augmentation significative du patrimoine

N°

9/12

social (Crim 14 octobre 2015).

L'infraction devra avoir été commise par un organe ou un représentant, le fait d'un préposé ne pouvant engager la responsabilité de la personne morale. Depuis l'arrêt de la Chambre Criminelle du 23 mai 2006, les juges du fond doivent identifier les organes ou représentants ayant commis l'infraction notamment lorsque les faits constituent un manquement, une infraction non intentionnelle.

La responsabilité de la personne morale n'exclut pas celle des membres.

B. Une responsabilité pénale cumulée de la personne morale et de ses membres

1. le principe du cumul

L'article 121-2 du code pénal dispose en son 3ème alinéa que la responsabilité pénale des personnes morales n'exclut pas celle des personnes physiques auteurs ou coauteurs des mêmes faits sous les réserves des dispositions du 1er alinéa de l'article 121-3.

La responsabilité pénale des personnes morales pourra donc être engagée avec celle des personnes qui ont commis ou facilité l'infraction. La jurisprudence rappelle ainsi que le dirigeant qui a commis une infraction pour le compte de la personne morale peut alors être poursuivi et que le seul fait qu'il ait commis les faits pour le compte de la personne morale ne peut entraîner son irresponsabilité pénale (Lyon, 3 juin 1998).

Cependant la loi du 10 juillet 2000 est venue apporter des limites à ce principe.

2. la limitation du principe en cas d'infraction non intentionnelle.

la loi du 10 juillet 2000 a introduit une distinction en matière d'infraction non-intentionnelle entre les auteurs directs et les auteurs indirects. Cette disposition ne s'applique toutefois qu'aux personnes physiques. Cette règle est venue mettre un terme à la responsabilité pénale du dirigeant d'une personne morale sur la base d'une "présomption" de faute. En effet, depuis la loi de 2000 ajoutant un même alinéa à l'article 121.3 du Code pénal, celui qui n'aura été qu'auteur indirect de l'infraction non-intentionnelle ne pourra être pénalement responsable que s'il a commis une faute qualifiée. Cette faute consistera en la violation manifestement délibérée d'une obligation particulière de sécurité ou de prudence prévue par la loi ou le règlement ou une faute caractérisée et qui exposait autrui à un risque d'une particulière gravité que l'auteur ne pouvait ignorer. Le principe de nécessité et de proportionnalité commande en effet de ne pouvoir engager la responsabilité de l'auteur indirect du dommage que moins facilement que celle de l'auteur direct.

Cette distinction n'étant pas applicable aux personnes morales, leur responsabilité pénale est engagée par la commission d'une faute simple qui peut consister en une simple imprudence ou négligence même lorsqu'elle n'aura causé qu'indirectement le dommage. Le législateur est donc plus sévère s'agissant des personnes morales et leur responsabilité pénale sera donc le plus souvent recherchée pénalement, d'autant plus si elles sont plus souvent solubles.

Pour conclure, confronté au groupe le droit pénal parvient au juste équilibre entre la protection de l'ordre public et des libertés fondamentales. Les membres du groupe ne peuvent échapper à leur responsabilité pénale, le législateur et la jurisprudence étant même plus sévères. De plus, le groupe ayant la personnalité juridique pourra également être responsable pénalement, seul ou avec des personnes physiques auteurs ou complices.

Il appartient ensuite au juge d'adapter les sanctions pénales effectivement prononcées en application du principe d'individualisation de la peine qui commande d'adapter les peines aux circonstances de l'infraction et de la personnalité de son auteur ainsi que de sa situation matérielle, familiale et sociale (article 132-1 du code pénal)